

Nicos Poulantzas : penser l'État pour construire le socialisme

Le théoricien marxiste estimait que le dépassement du capitalisme ne serait possible ni par la seule voie parlementaire, ni par un choc frontal contre les institutions. Une stratégie socialiste ne devrait concevoir l'État ni comme un instrument des dominants, ni comme un arbitre neutre, mais comme un rapport social.

[Fabien Escalona](#)

6 août 2022 à 17h55

Le 3 octobre 1979, Nicos Poulantzas est de passage au domicile d'un ami très proche, originaire de Grèce et universitaire tout comme lui. Son hôte s'absente quelques instants de la pièce où ils conversent. Lorsqu'il revient, son camarade a sauté par la fenêtre. Ainsi s'achève, à 43 ans, l'existence du « *théoricien marxiste de l'État et de la politique le plus important de l'après-Seconde Guerre mondiale* », selon l'appréciation de Bob Jessop dans [l'une des premières monographies](#) publiées sur son œuvre.

Venu de Grèce où il a initialement étudié le droit, Poulantzas s'est installé à Paris en 1960. Au cours de sa carrière académique, il aura côtoyé des figures importantes (comme celles de [Sartre](#) et [Beauvoir](#), puis [Althusser](#)) et publié plusieurs ouvrages remarquables. Le premier, intitulé *Pouvoir politique et classes sociales*, s'est écoulé à plusieurs dizaines de milliers d'exemplaires dans la foulée de Mai-68. Le dernier, titré *L'État, le Pouvoir, le Socialisme*, renferme ses dernières thèses les plus commentées. Publié en 1978, il a été réédité en 2013 [aux éditions Amsterdam](#).

Pour les plus proches, notamment autour de la revue *Dialectiques*, sa disparition constitue un choc immense. Christine Buci-Glucksmann, qui se décrit comme « *une amie intime et une sœur de combat au sein de la gauche* », confie avoir été « *littéralement éteinte* » par son suicide. D'autant qu'un an plus tard survient un autre épisode bouleversant pour leurs connaissances communes : le féminicide d'Althusser contre Hélène Rytman. Et qu'encore un an après, l'arrivée au pouvoir de l'Union de la gauche [déçoit les espérances restantes](#) envers une alternative démocratique au capitalisme.

Pour sa part, Christine Buci-Glucksmann témoigne avoir été « *sauvée par la découverte du marxisme utopique de [Walter Benjamin](#), qui comportait une dimension esthétique importante* ». Pour le reste, « *personne n'a continué ce qu'a accompli Nicos* ». De fait, les activités du cercle rapproché de Poulantzas ont rapidement cessé après sa mort. En quelques petites années, son nom et son œuvre ont basculé dans l'oubli. Comme si un monde avait été englouti.



© Illustration Simon Toupet pour Mediapart

D'une certaine façon, la disparition de Poulantzas symbolise donc la fin de toute une ère politico-idéologique : celle d'une pensée critique vivace, fortement colorée par le marxisme, faisant du dépassement du capitalisme une question stratégique sérieuse voire brûlante. Le 24 juin 2022, pourtant, c'est bien à lui que se réfèrent les auteurs d'une [tribune consacrée à l'avenir de la Nupes](#), Cédric Durand et Razmig Keucheyan.

Dans leur texte, les deux universitaires mettent en garde contre le risque de dévitalisation de la « *gauche combative* » entrée en force à l'Assemblée nationale. Si la présence dans les institutions est nécessaire, des actions extraparlémentaires sont indispensables, assurent-ils, en citant l'intellectuel grec pour mieux défendre « *une stratégie mixte, qui combine mobilisation dans et hors l'État* ». Pour être juste, en amont de cette tribune, une poignée de colloques et de publications académiques avaient déjà contribué à une dynamique de redécouverte de son œuvre.

La conjoncture y est certainement pour beaucoup. Depuis 2008, [un entremêlement de crises](#) profondes affecte l'économie mondiale et le gouvernement des sociétés, sous l'ombre menaçante de la destruction de la niche écologique de l'humanité. La conflictualité sociale s'en est ressentie, à travers des mobilisations [d'un caractère inédit](#) et le [réveil partisan](#) de la gauche radicale.

Des questions stratégiques cruciales ont dès lors fait leur retour. Si un renversement de l'ordre social semble nécessaire, comment y parvenir dans le contexte actuel, alors que les voies « classiques » ont été mises en échec ou se sont carrément soldées par des désastres, qu'il

s'agisse du réformisme parlementaire, du coup de force insurrectionnel ou d'alternatives locales sciemment construites en dehors des institutions ?

À lire aussi [Des idées oubliées pour rénover la gauche](#)
27 juillet 2022

C'est ce défi qu'a tenté d'éclaircir Poulantzas en son temps. « *Il est le théoricien de référence de la seule stratégie révolutionnaire possible dans des sociétés capitalistes avancées, dotées d'une démocratie parlementaire stabilisée*, affirme le philosophe et militant [Stathis Kouvélakis](#). *Son actualité a toujours été celle-là : lorsque l'enjeu d'une transition anticapitaliste est soulevé, son nom est forcément convoqué.* » Car à chaque fois, le problème se pose de l'articulation complexe à trouver entre une action au cœur des appareils d'État et une action autonome qui déborde ces derniers.

Mais un autre élément développé par Poulantzas entre en écho avec la situation contemporaine. Ce dernier a fait preuve d'une prescience étonnante, quasi prophétique, à l'égard de la subjugation de nos sociétés par un « *étatisme autoritaire* ». « *Il a repéré les prémices du néolibéralisme*, confirme Kouvélakis, *et compris que le pouvoir de classe et les États occidentaux s'orientaient dans une direction qui n'était favorable ni aux libertés ni à la démocratie.* » « *Ce que Nicos prévoyait est arrivé* », abonde Christine Buci-Glucksmann.

Vers une conception relationnelle de l'État

Avant d'en arriver là, Poulantzas a connu une importante évolution théorique et politique. Sans qu'il soit question de la restituer finement ici, il est utile de partir de l'approche qu'il déploie dans *Pouvoir politique et classes sociales*. Fortement inspirée par Althusser, elle se révèle extrêmement théorique et présente les formations sociales comme des totalités dans lesquelles s'articulent des « *niveaux ou instances économiques, politiques, idéologiques* ». Dans ce cadre, Poulantzas entend produire une « *théorie régionale du politique dans le mode de production capitaliste* ».

« *Son ambition est d'écrire un traité de science politique marxiste* », explique Stathis Kouvélakis, qui souligne à quel point il se singularise déjà par rapport au petit cercle althussérien qui a toujours maintenu une distance avec l'exilé grec. « *Sa préoccupation pour la dimension politique de l'existence est liée au contexte particulier de son pays natal. Même avant le coup d'État des colonels en 1967, la Grèce connaissait un État d'exception très répressif, qui excluait une partie de la population du corps citoyen.* »

Nicos Poulantzas

Pouvoir politique et classes sociales



Dans son ouvrage, Poulantzas théorise les spécificités de « *l'autonomie relative* » de l'État capitaliste. Contrairement à d'autres types d'État, on n'y observe pas de subordination politique institutionnalisée des classes exploitées. « *Tout se passe comme si la lutte de classe n'existait pas* », remarque-t-il.

Cela permet à l'État de donner du crédit à l'idéologie typiquement bourgeoise selon laquelle il serait le « *représentant de l'intérêt général de la société* » et détiendrait « *les clefs de l'universel, face à des individus privés* ». En réalité, bien sûr, les classes sociales ne disparaissent pas au seuil d'un champ politique où prévaudraient l'égalité et la liberté des citoyens. L'État, selon Poulantzas, est même configuré de façon à « *désorganiser politiquement les classes dominées, tout en organisant politiquement les classes dominantes* ».

L'autonomie relative de l'État, et les marges de manœuvre que celle-ci ouvre à l'expression des subalternes, est cependant utile. « [Elle] *lui permet d'intervenir, non seulement en vue de réalisations de compromis à l'égard des classes dominées, qui, à la longue, s'avèrent utiles pour les intérêts économiques mêmes des classes et fractions dominantes, mais aussi d'intervenir [...] contre les intérêts économiques à long terme de telle ou telle fraction de la classe dominante : compromis et sacrifices parfois nécessaires à la réalisation de leur intérêt politique de classe.* »

Le carcan structuraliste des « *instances* » althussériennes enserme cependant la pensée de Poulantzas. Dans les années qui suivent, il s'en libère au profit d'une approche plus dynamique, propre à expliquer les formes différentes prises par l'État capitaliste, leurs évolutions, mais aussi les façons d'intervenir sur ces dernières. Son virage théorique coïncide ainsi avec des préoccupations stratégiques, encouragées par une décennie 1970 riche en événements politiques, sur fond de crise des compromis keynésiens noués depuis l'après-guerre.

Après le coup d'État des colonels en Grèce, Poulantzas cherche à rendre compte des régimes d'exception qu'ont été les fascismes historiques, et que sont les dictatures militaires dans son propre pays et dans la péninsule Ibérique. Et lorsque ces dernières chutent au mitan de la décennie, il est frappé par le fait que la classe dominante des pays concernés ait contribué à la démocratisation des régimes, sans que les forces promouvant une transition socialiste n'aient réussi à profiter de ce contexte pour aboutir à leurs fins.



Familles célébrant les prisonniers politiques revenant de l'île de Yaros le 26 juillet 1974, après la fin du régime des colonels. © AFP

Ces événements incitent à réfléchir de manière approfondie à la façon dont peuvent être enrayés les mécanismes de reproduction de l'État capitaliste. L'urgence est d'autant plus grande qu'en parallèle de la chute des régimes d'exception d'Europe du Sud, les démocraties occidentales de type « libéral-parlementaire » semblent engagées dans une dérive autoritaire spécifique. C'est ce que Poulantzas suggère dans un entretien à la revue *Dialectiques* en 1976.

Cette dérive, selon lui, répond à une crise « *structurelle* » du capitalisme, distincte de ses crises « *cycliques* » ordinaires, et à la vague d'insubordination ouvrière et de nouveaux mouvements sociaux qui déferle durant l'après-Mai-68. « *On assiste à un éclatement de ce que les Anglais appellent crisis of the crisis-management ou "crise de la gestion de la crise"* », estime-t-il, évoquant des « *transformations institutionnelles [qui] conduisent non pas simplement à un tournant autoritaire occasionnel de l'État bourgeois, mais sur la voie de constitution d'une nouvelle forme d'État capitaliste* ».

Pour qui se place dans un horizon d'émancipation des masses populaires, les « *solutions [...]* ne peuvent certainement pas résider en replâtrages secondaires : ce qui, en fin de compte, ouvre la discussion sur l'État de transition vers le socialisme », conclut-il en pointant « *l'ampleur du problème* ». Et c'est précisément à ce « problème » qu'est dévolu le dernier grand livre de Poulantzas, dans lequel se cristallise une réflexion en pleine évolution,

assumant ses tâtonnements mais aussi son rejet explicite de certaines théories ou stratégies jusque-là défendues à gauche.

L'État est constitué-divisé de part en part par les contradictions de classe.

Nicos Poulantzas

Cet ouvrage, *L'État, le Pouvoir, le Socialisme*, paraît en 1978. On y trouve, sous une forme développée, l'idée la plus fameuse de Poulantzas selon laquelle l'État capitaliste peut être défini « *comme un rapport, plus exactement comme la condensation matérielle d'un rapport de force entre classes et fractions de classe* ». Ce faisant, Poulantzas s'oppose à deux sortes de conception de l'État, caricaturales mais encore répandues.

La première conception considère l'État comme un simple instrument aux mains de la classe dominante. Dans cette logique, aucune autonomie ne lui est reconnue. La seule issue consiste à le briser tout entier, afin de lui substituer un pouvoir populaire s'étant édifié comme « *anti-État* » ou « *État parallèle* ». On reconnaît ici la stratégie communiste révolutionnaire du « double pouvoir », dont Poulantzas critique à la fois le caractère rudimentaire et les risques de dérive despotique, exemplifiés par le destin de la révolution bolchevique.

La seconde conception envisage l'État comme une entité neutre, arbitre d'une compétition non biaisée entre groupes sociaux. Dans cette logique, son autonomie est totale. Il suffit dès lors de l'investir dans sa forme existante pour en prendre le contrôle. On reconnaît ici la stratégie réformiste de la social-démocratie, qui entend mettre graduellement l'État au service des masses subalternes, mais se retrouve à adopter la « raison d'État » et à l'invoquer pour contenir les demandes de sa base sociale.

« Ces deux thèses [...], écrit Poulantzas, *n'arrivent pas à saisir un problème décisif, celui des contradictions internes de l'État. Dans leur perspective commune d'une relation d'extériorité entre État et classes sociales, l'État apparaît forcément comme un bloc monolithique sans fissures.* » Il lui apparaît au contraire que « *l'État est constitué-divisé de part en part par les contradictions de classe* », de sorte que celles-ci affectent jusqu'à sa « *structure* », son « *ossature matérielle* ».

NICOS POULANTZAS
**L'ÉTAT, LE POUVOIR,
LE SOCIALISME**

LES PRAIRIES ORDINAIRES

Cela signifie que l'État doit être saisi « *comme un champ et un processus stratégiques* ». C'est ce qui explique sa capacité à absorber des crises et à évoluer, y compris dans un sens progressiste. Mais c'est aussi ce qui rend son gouvernement plein de chausse-trappes pour une éventuelle expérience de gauche. À cet égard, le théoricien grec met en garde : si les classes dominées et leurs luttes sont présentes dans l'État capitaliste, la matérialité spécifique de ce dernier les cantonne à des « *foyers d'opposition* ».

Poulantzas ne suggère pas, en effet, que les luttes sociales se réfracteraient sans déformation dans le complexe étatique, et que ce dernier pencherait du côté des subalternes en proportion de leur force de mobilisation. Il existerait un « *noyau dur* » qui ne saurait être vulnérable à une inversion du rapport de domination. Si Poulantzas est persuadé qu'une stratégie frontale contre l'État est vouée à l'échec, il pense également qu'un pur respect des « *règles du jeu* » débouchera sur la préservation de l'ordre social.

Il en déduit que « *les masses populaires doivent, parallèlement à leur présence éventuelle dans l'espace physique des appareils d'État, maintenir et déployer en permanence des foyers et des réseaux à distance de ces appareils : mouvements de démocratie directe à la base et réseaux autogestionnaires* ». Mais chacune de ces dimensions ne va pas sans l'autre.

En tous les cas, Poulantzas considère comme essentielle l'élaboration d'une stratégie vis-à-vis de l'État, que ce soit à l'intérieur ou à l'extérieur de sa matérialité institutionnelle. À côté de sa critique des traditions communiste et sociale-démocrate, il s'attaque en effet à une troisième tradition, plus minoritaire et d'inspiration libertaire. Un certain nombre d'intellectuels et de militants, observe-t-il, sont tentés par « *les illusions simplistes d'une pureté anti-institutionnelle* ».

Or, celle-ci manquerait, d'une part, le caractère primordial de la domination de classe et, d'autre part, le fait que l'État capitaliste influe sur *tous* les rapports de pouvoir, si bien que l'on ne peut échapper au défi de sa domination. Citant Foucault et Deleuze, il estime que leur vision « *dilue et éparpille le pouvoir dans des micro-situations innombrables. [...] Ce discours [...] rencontre le succès que l'on sait en un moment où l'expansion et le poids de l'État atteignent un degré inégalé jusqu'ici.* »

Le délicat passage au socialisme

Politiquement, Nicos Poulantzas a fini par occuper une position qu'il qualifiait d'« *eurocommuniste de gauche* », en référence à une mouvance interne au communisme international, qui entend se désaligner de Moscou [pour mieux explorer des voies démocratiques](#) de passage au socialisme.

Cette mouvance, ouverte à des alliances de partis et de classes, abrite des sensibilités diverses. Certaines se révèlent davantage confiantes envers les possibilités de transformer les appareils d'État. Elles forment la variante de droite, affirme le théoricien à la revue *Marxism Today* en 1979. Par contraste, la variante de gauche « *accorde beaucoup plus d'importance à la démocratie de base [et] insiste sur le moment de la rupture dans l'État* ».

Car la tension que Poulantzas pense nécessaire entre démocratie représentative et démocratie directe finira par déboucher, pense-t-il, sur un « *point culminant* » qui verra le pouvoir

basculer du côté des masses populaires, à force de transformations et de défis posés aux appareils d'État.

L'articulation entre les stratégies internes et externes aux appareils d'État apparaît cependant difficile à se représenter. On peut également se demander si les analyses de Poulantzas, lucides quant aux capacités d'absorption ou de répression des contestations par l'État, ne sont pas contradictoires avec ses propres préconisations stratégiques. C'est sur ce terrain qu'il subit la critique d'Henri Weber, [disparu en 2020](#), au cours d'une controverse [disponible sur le site de Contretemps](#).

C'est quand même bizarre que tous les technocrates du Parti socialiste ne jurent que par l'autogestion !

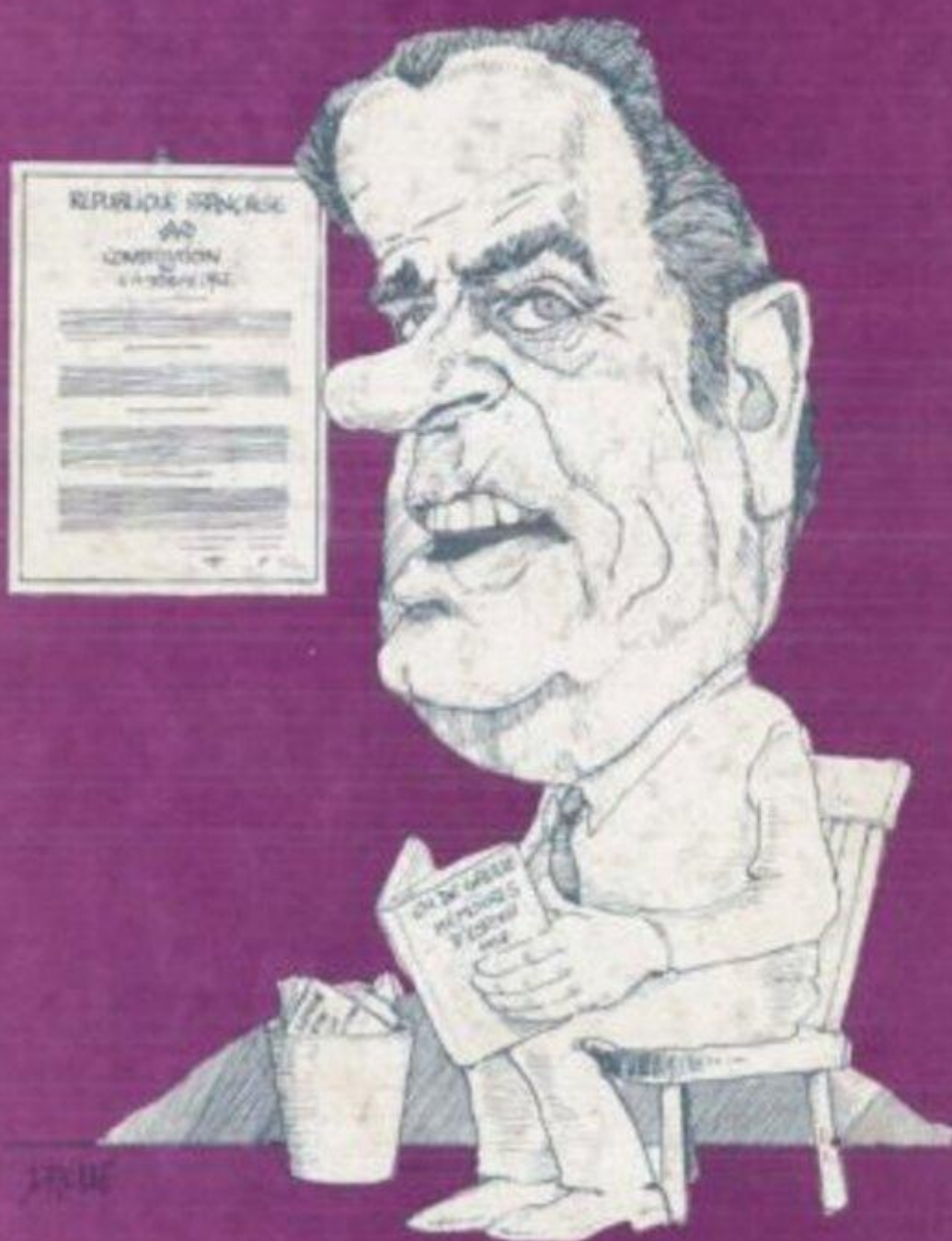
Nicos Poulantzas débattant face à Henri Weber

L'échange, qui date de 1977, est savoureux. D'abord parce que Weber, qui est alors une figure de la Ligue communiste révolutionnaire et reproche à Poulantzas sa pente réformiste, connaîtra lui-même une évolution sociale-libérale. Ensuite parce que les deux protagonistes précisent et nuancent leurs positions dans un dialogue exigeant, et révélateur de l'esprit de l'époque — tous deux jugent ainsi « *inconcevable* » qu'il n'y ait pas un « *mouvement de masse* » en cas d'arrivée au pouvoir de l'union de la gauche, ce qui sera loin de se produire en 1981 ou après.

« *Tu polémiques un peu contre des moulins à vent* », interpelle Weber, qui se défend de vouloir reproduire la [révolution d'Octobre](#). Convaincu qu'il y aura un « *moment de vérité* » où l'appareil d'État restera aux mains de la classe bourgeoise, il estime important « *d'enraciner la vie politique dans des collectivités qui sont des collectivités réelles et non pas des agrégats nominaux, comme la circonscription territoriale, etc. Ces collectivités réelles doivent être des collectivités de travail [...] et aussi des collectivités de voisinage.* »

CRITIQUE COMMUNISTE

Les communistes,
la transition
socialiste
et l'Etat



Le numéro de « Critique communiste » qui abrite le débat Poulantzas/Weber, en juin 1977.
© Contretemps

En face, Poulantzas assume le « *pari* » d'un « *long processus* ». Et tient à souligner que « *maintenir les libertés politiques et les libertés formelles* », comme le veulent les trotskistes, « *cela veut dire aussi maintien de certaines formes de démocratie représentative* », y compris « *des assemblées territoriales comme centres du pouvoir* ». Pointant « *le risque de dégénérescence corporatiste* » dans la proposition de Weber, il affirme que « *le parlement élu au suffrage universel secret* » devrait rester l'instance privilégiée pour assumer une fonction de « *centralisation* ».

« D'autant, ajoute-t-il, qu'il faut se décider un jour à reconnaître un fait : la complexité des tâches économiques actuelles de l'État, complexité qui ne se dissipera pas, mais s'accroîtra sous le socialisme. Ce dont j'ai peur, c'est que derrière cet "enracinement du pouvoir dans les collectivités de travail", dont tu parles, il y ait en réalité la restauration du pouvoir des experts [...]. C'est quand même bizarre que tous les technocrates du Parti socialiste ne jurent que par l'autogestion ! »

La discussion s'achève sur des appréciations politiques divergentes. D'un côté, Weber ne voit pas par quel miracle des appareils d'État basculeraient du côté des classes dominées, et considère que la problématique de la « transition » évite de choisir entre la cohérence de l'affrontement révolutionnaire et celle de l'accommodement réformiste. De l'autre, Poulantzas considère comme farfelue l'éventualité du « *développement extrêmement rapide et puissant d'un parti révolutionnaire de type léniniste* ». La fonction de l'extrême gauche consisterait plutôt à « *empêcher l'embourbement social-démocrate* » de la voie hybride qu'il défend.

La prophétie de « l'étatisme autoritaire »

Nicos Poulantzas a ainsi incarné la quête d'une voie distincte des héritages léniniste et social-démocrate. « *Dans l'histoire de la pensée marxiste, commente Jean-Numa Ducange, professeur à l'université de Rouen, il y a toujours eu des gens qui ont défendu une vision plus compliquée, en considérant que l'État pouvait abriter des contradictions de classe. Même s'il ne s'y réfère pas positivement, Poulantzas s'inscrit dans une filiation que l'on peut faire remonter à [l'USPD](#) en Allemagne, ou encore à [des austro-marxistes](#) comme Otto Bauer et sa notion de "révolution lente".* »

Dans la conjoncture qui était celle de Poulantzas, cette « *vision plus compliquée* » se nommait « eurocommunisme de gauche ». Si elle nous parle davantage que ses incarnations antérieures, c'est qu'elle peut être considérée, avec le recul, comme l'alternative non empruntée face à l'évolution néolibérale des États occidentaux. Or, grâce à sa grille de lecture, Poulantzas a su interpréter le néolibéralisme de la bonne façon : non pas comme un recul de la puissance publique vis-à-vis du marché, mais comme un renouvellement de la forme d'État adaptée à la reproduction de l'économie capitaliste.

À l'époque où est publié *L'État, le Pouvoir, le Socialisme*, le débat public est saturé par les « [nouveaux philosophes](#) » (André Glucksmann, Bernard-Henri Lévy, Pascal Bruckner...). Ceux-ci tempêtent contre le totalitarisme soviétique et entendent se débarrasser du marxisme par la même occasion. « *Certains de nos théoriciens contemporains du pouvoir viennent juste*

de découvrir l'existence du goulag, ironise Poulantzas. On ne peut que les féliciter ; s'ils y ont mis le temps, il n'est jamais trop tard pour bien faire. »

Pas dupe, il fustige leur aveuglement sur une tendance montante dans les pays dominants de l'Ouest : « *l'étatisme autoritaire* ». Ce terme, écrit Poulantzas, « *correspond à des transformations considérables de la démocratie, [qui] se résument dans l'exclusion renforcée des masses du centre de décision politique* ». Il ne l'analyse pas comme un État d'exception semblable aux fascismes ou aux dictatures militaires du passé, mais alerte sur le fait qu'il puisse s'agir de « *la nouvelle forme "démocratique" de la république bourgeoise* », à savoir une forme dégradée du point de vue des libertés et de l'égalité.

À lire aussi « Mon ennemi c'est la finance ». François Hollande au Bourget, le 22 janvier 2012 [Décortiquer la crise démocratique](#)
29 mai 2015

[Comment Macron a pensé la guerre sociale](#)
25 septembre 2019

Poulantzas a repéré plusieurs manifestations de cet étatisme autoritaire : le déclin du parlementarisme au profit de la haute administration et des exécutifs ; la dévitalisation des grands partis de gouvernement avec un accroissement de « *la distance entre les sommets et les militants* » ; la réduction de « *l'éventail des choix politiques offerts aux citoyens d'un parti à l'autre* » ; la relance d'un discours sur la loi et l'ordre et la remise en cause de l'État social...

La plupart de ces phénomènes, toujours prégnants, sont régulièrement cités dans les analyses du malaise démocratique. « *Nicos avait averti que l'étatisme autoritaire se traduirait par des dispositifs institutionnels préventifs contre la contestation sociale, et par la personnalisation du pouvoir. C'est presque une description de la vie politique française actuelle* », affirme Christine Buci-Glucksmann.

D'une certaine façon, cette tendance a également connu un point d'acmé révélateur dans sa Grèce natale, en 2015, alors que la gauche radicale de Syriza était arrivée pour mettre fin à l'austérité en s'appuyant sur les masses populaires. Le chantage exercé par la Banque centrale européenne (BCE), secondée par les pressions des États membres les plus forts de l'Union européenne, a été [un moment de coercition particulièrement violent](#) – la pratique d'un étatisme autoritaire en version transnationale.

Les dernières métamorphoses de l'État contemporain

Depuis les années 1970, d'autres transformations se sont en effet ajoutées aux tendances repérées par Poulantzas, lequel n'aurait pu anticiper ni l'ampleur des défaites subies par le mouvement ouvrier, ni l'extension et l'approfondissement de la mondialisation productive et financière, ni les avancées de l'intégration européenne à travers le marché puis la monnaie unique.

[Pour le sociologue marxiste Bob Jessop](#), une forme d'État keynésien et social, coïncidant avec l'ère de l'accumulation fordiste (1945-1975), a clairement disparu. Le pouvoir étatique s'est réorganisé sur plusieurs échelles territoriales, et en partenariat avec des entités para ou non gouvernementales. L'autorité politique est moins qu'hier monopolisée par l'État-nation, même si celui-ci reste la « *matrice* » du réagencement de cette autorité, et le lieu ultime qui assure le maintien de la cohésion sociale.

Cette dernière tâche est d'ailleurs loin d'être aisée, Poulantzas ayant prévenu que l'étatisme autoritaire désignait à la fois un processus de renforcement et d'affaiblissement de l'État, par des interventions tous azimuts qui n'amélioreraient aucunement sa légitimation. « *L'étatisme autoritaire ne règle rien*, confirme Christine Buci-Glucksmann, *il reste miné de contradictions, et surtout, il s'accompagne d'une explosion d'exigence démocratique dans la société.* »

De fait, les vies démocratiques ont été affectées par l'éloignement, la multiplication et la clôture des lieux où se prennent des décisions collectivement contraignantes. La « *sélectivité structurelle des appareils d'État* », pour reprendre une expression poulantzienne qui désigne un filtrage différencié des demandes sociales, s'est encore durcie à l'égard des subalternes. Finalement, le champ stratégique s'est complexifié depuis la période où s'exprimait Poulantzas. Les débats actuels sur [la désobéissance européenne](#), qui n'auraient guère eu de sens à la fin des années 1970, en témoignent.

L'approche poulantzienne demande donc à être révisée à l'aune des transformations de la forme d'État propre aux vieilles démocraties capitalistes. Sa réflexion sur les États d'exception pourrait par ailleurs être reprise pour y replacer le cas chinois, en tant qu'édification d'un capitalisme d'État par une autocratie fermée, à partir d'une économie collectivisée. Pour cela, il faudrait peut-être explorer les apports de la refondation du marxisme [proposée par Jacques Bidet](#), qui appelle à faire de la « *compétence* », à côté du capital, un facteur de classe à part entière.

À plus de quarante ans d'écart, Poulantzas ne saurait fournir des réponses clé en main aux défis contemporains. Au demeurant, lui-même n'a cessé de réélaborer ses conceptions à l'épreuve du réel et d'autres courants de pensée. Et son approche de l'État comme un rapport social incite à s'écarter des explications les plus mécanistes, pour examiner finement ce qui se joue entre les structures de pouvoir « déjà là » et les acteurs en leur sein.

À lire aussi Le leader espagnol de Podemos, Pablo Iglesias, lors d'un meeting de campagne de Syriza aux côtés d'Alexis Tsipras, le 22 janvier [Syriza, Podemos et l'héritage «eurocommuniste»](#)
29 janvier 2015

« *Poulantzas permet de poser la question des médiations, des articulations toujours nécessaires entre ce qui se passe au niveau de l'État et des institutions, et ce qui les déborde* », résume Stathis Kouvélakis. Cette question s'était perdue dans la brume de la contre-réforme néolibérale ayant aggravé la course écocidaire et inégalitaire de nos sociétés. Au vu des contradictions qui en résultent et explosent aujourd'hui, elle ressurgit tant bien que mal.

Et si Poulantzas a délivré un inlassable et inspirant effort pour l'affronter, en sachant pertinemment que « *l'histoire ne nous a pas donné jusqu'à présent d'expérience réussie de voie démocratique au socialisme* », comme il le reconnaît dans son dernier livre, c'est que l'évitement de cette question a pour pendant un choix de vie morne : « *se tenir tranquille et marcher droit sous les auspices et la férule* » des régimes existants.

[Fabien Escalona](#)

Boîte noire

La bibliographie consultée pour cet article est disponible en annexe.

Les trois personnes interrogées oralement (Christine Buci-Glucksmann, Jean-Numa Ducange et Stathis Kouvélakis) n'ont pas relu leurs citations.

[Voir les annexes de cet article](#)
